



NATIONS UNIES
COMORES



2021 RAPPORT ANNUEL

NATIONS UNIES
COMORES

Mars 2022



©UNICEF Comores/Julie Pudlowski



2021 RAPPORT ANNUEL

NATIONS UNIES COMORES



Photo de couverture ©UNICEF Comores/Julie Pudlowski



©UNICEF Comores/Julie Pudlowski

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	6
ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES	10
PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	11
1. L'UNION DES COMORES : CONTEXTE ET CHIFFRES CLÉS	12
2. RÉSULTATS PROGRAMMATIQUES 2021	15
2.1 CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS	17
2.2 SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	23
2.3 GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME	31
2.4 CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES	35
3. RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19	39
4. UNIS DANS L'ACTION : MISE EN ŒUVRE, SUCCÈS ET LEÇONS APPRIS	41
5. RESSOURCES FINANCIÈRES	45
6. PRIORITÉS POUR 2022	47
SIGLES ET ACRONYMES	50

Avant-propos

Union et Action, tels sont les mots-clés qui caractérisent la coopération et le partenariat entre l'Union des Comores et le système des Nations Unies.

Union, car le monde est devenu un village planétaire où la pandémie de COVID-19 a démontré que les pays, des plus puissants aux plus vulnérables, doivent vivre en communauté, dans la solidarité et le partage. Le système des Nations Unies est un vecteur privilégié de ces valeurs et cela se matérialise dans la coopération qui l'unit à notre pays.

Action, dans ce sens où notre coopération qui doit s'inspirer des valeurs universelles, devrait davantage s'inscrire dans une dynamique d'actions pour être un véritable tremplin de développement socio-économique, au bénéfice de notre population. C'est l'esprit de la nouvelle vision du Cadre de coopération 2022-2026, en traduisant cette action en partenariat stratégique concret et visible.

La gestion de la crise sanitaire est un parfait exemple pour illustrer la collaboration étroite en le Gouvernement comorien et le Système des Nations Unies, qui ont travaillé main dans la main, aux côtés d'autres acteurs internationaux, pour maîtriser la propagation du virus dans notre pays en associant cet appui à l'urgence à des mesures de maintien des systèmes et services de santé de routine au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Le choix de la vaccination pour assurer une immunité collective, ainsi que les efforts qui y ont été placés, font aujourd'hui des Comores l'un des pays africains qui enregistrent un taux de

vaccination satisfaisant.

Dans ce retour progressif, nous devons concentrer nos priorités dans la relance de l'économie qui a été durement frappée, dans un contexte actuel mondial où un nouvel ordre économique se dresse à l'horizon.

Pour y parvenir, nous devons promouvoir une croissance inclusive qui profite à tous, une économie verte et bleue qui génère des emplois décents, un environnement favorable aux affaires, ainsi qu'une gouvernance économique innovante, redevable et transparente.

À ce titre, je voudrais saluer le travail entamé en 2021 par nos institutions, et appuyé par le système des Nations Unies, pour connaître l'impact réel de la pandémie sur le développement socio-économique des Comores. Les conclusions de cette étude permettront de définir les priorités nationales nécessaires pour apporter une réponse ciblée au relèvement des différentes couches vulnérables de la société, et soutenir la relance ainsi que l'émergence du pays conformément au Plan Comores Émergent 2030.

Dans le même élan, je me réjouis du lancement du projet de développement de l'économie bleue en 2022, qui apportera une valeur ajoutée dans nos efforts de réduire les inégalités, de promouvoir les emplois décents et le bien-être de la population comorienne, à travers les ressources de notre Océan. Nous ne le dirons jamais assez, l'économie bleue, représente un véritable socle de la réalisation de notre vision de développement, sur le long terme.

C'est, en effet, étant unis dans l'action que le partenariat très apprécié entre le Gouvernement



comorien et les Nations Unies que l'Union des Comores pourra atteindre les objectifs fixés tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

La signature du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 témoigne de cet engagement commun, de réaliser l'Agenda 2030 des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en lien

avec le Plan Comores Émergent 2030.

Ce nouveau cadre de coopération marque également la confiance que le peuple et le Gouvernement de l'Union des Comores portent au partenariat, traditionnel et fructueux avec le système des Nations Unies ; un partenariat qui se renforce pour le bien-être de la population comorienne.

S.E.M DHOHIR DHOULKAMAL

Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, chargé de la Diaspora et de la Francophonie

Message du Coordonnateur résident

Au nom de l'Équipe de pays des Nations Unies aux Comores, j'ai le plaisir de vous présenter les résultats annuels des Nations Unies sur les progrès réalisés lors de la dernière année de mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2015-2021 (PNUAD).

Ce rapport met en exergue les progrès réalisés à travers les quatre axes stratégiques du PNUAD malgré la pandémie de COVID-19.

La crise de COVID-19 a négativement impacté l'exécution des activités sur le terrain, engendré des

retards dans la réalisation des activités de routine, surtout dans le domaine de la santé, et affecté la mise à disposition de certains financements clés. Mais le lancement de la campagne nationale de vaccination du pays, en avril 2021, avec l'appui du système des Nations Unies, ainsi que d'autres partenaires bi et multilatéraux, illustre l'engagement des Comores à tirer parti des solutions communes offertes par le partenariat pour sortir de la pandémie de COVID-19.

Parallèlement, les agences onusiennes ont accompagné le gouvernement, tout le long de l'année, dans ses efforts d'atténuation des effets de la pandémie sur les secteurs de l'éducation et de la santé des mères et des enfants. Plus de 100 000 élèves ont pu reprendre le chemin de l'école en toute sécurité grâce aux mesures d'hygiène et d'assainissement instaurés dans les établissements scolaires. Les services de soins Mères Kangourou ont prouvé leur efficacité en permettant la prise en charge de 97% des enfants prématurés.

Quant aux cliniques mobiles de Ndzouani et Mwali, elles permettent encore aujourd'hui à des centaines de femmes d'avoir accès à des soins et services de qualité en milieu rural.

Afin de lutter contre les violences basées sur le genre, le SNU a également renforcé la prise en charge psychosociale en complément des assistances médicales et judiciaires au sein des services d'écoute ; ce qui a permis d'améliorer le relèvement et la résilience des victimes de violences.

Enfin, j'aimerais également mentionner l'appui du Fonds vert pour le climat qui a permis de soutenir une agriculture en eau résiliente au changement climatique au bénéfice de 450 000 personnes, notamment sur l'île de Ngazidja qui est quasi

dépourvue d'eau de surface. Près de 5000 exploitants ont ainsi déjà vu leurs capacités de production agricole considérablement améliorée, alors que des zones rurales cibles ont vu leurs capacités de captage d'eau passer de 2233m³ à 14982m³.

2021 est la dernière année de mise en œuvre du PNUAD. Ce qui amorce un tournant décisif dans l'histoire de la coopération entre l'ONU et les Comores, et qui redéfinit les rapports de partenariat en lien avec la réforme des Nations Unies qui a eu lieu en 2018. Ainsi, le 26 juillet 2021, le système des Nations Unies aux Comores et le Gouvernement des Comores ont procédé à la signature du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 en la présence du Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Azali Assoumani.

Le Cadre de coopération remplace ainsi le PNUAD pour devenir, à partir de 2022, la feuille de route et le programme unique de tous les organismes onusiens aux Comores. Il est articulé autour de 4 piliers du programme de développement de l'ONU qui sont Planète – Peuple – Prospérité – Paix auxquels s'ajoute le pilier transversal Partenariats. Chaque pilier apporte des solutions adaptées, cohérentes, interconnectées et complémentaires afin de contribuer à la volonté de transformer les Comores en une nation émergente d'ici 2030. Ce Cadre de coopération s'accompagne aussi d'un élargissement de l'équipe de pays des Nations Unies qui passe de 14 à 21 agences avec l'appui supplémentaire de la CEA, la CNUCED, l'ONUDC, l'UNCDF, l'UNDESA, et l'UNDRR.

Par ce nouveau programme de développement, l'Équipe de pays des Nations Unies conjugue ses efforts à ceux des partenaires nationaux et

internationaux en vue de réduire les inégalités, de soutenir la durabilité environnementale, et de promouvoir la paix et la prospérité.

Je remercie nos partenaires de développement pour les relations renforcées qui ont abouti à une augmentation significative du financement global et

une base de financement diversifiée. L'occasion m'est aussi donnée d'adresser mes remerciements à l'endroit du Gouvernement des Comores pour leur traditionnelle collaboration et leur confiance renouvelée.

François Batalingaya

Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Union des Comores



ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES



L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est composée des chefs des agences, fonds et programmes des Nations Unies actifs aux Comores.

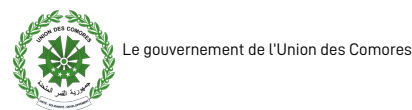
L'UNCT dirige la mise en œuvre du PNUAD, guidé par l'appui conseil du groupe Programme. Il fait également partie du comité de pilotage qui assure, avec le Gouvernement, le leadership dans la mise en œuvre de l'approche « Unis dans l'action ».

Ainsi, les organismes des Nations Unies aux Comores travaillent conjointement avec le Gouvernement et les partenaires pour améliorer la vie et le bien-être des populations, réduire inégalités et soutenir la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

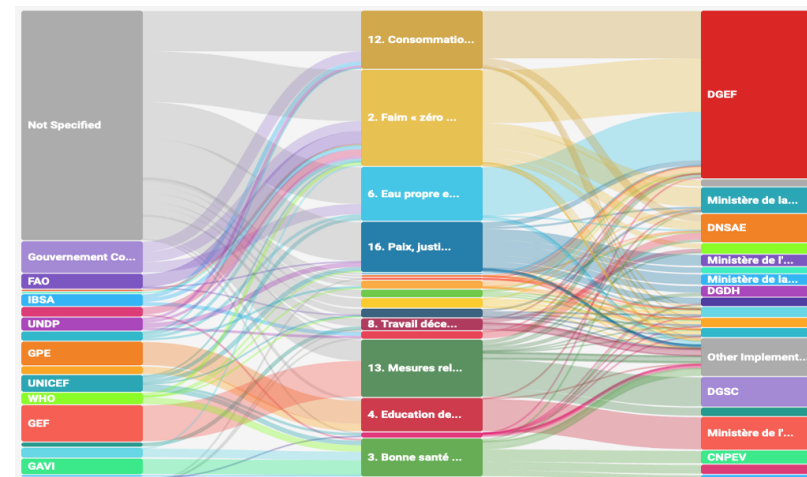


Les principaux partenaires de développement du système des Nations Unies en Union des Comores sont le Gouvernement des Comores, les organisations internationales de développement et de coopération internationale, les institutions financières, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire, les médias et le peuple comorien.

Nous tenons à remercier le Gouvernement des Comores pour sa confiance renouvelée aux organismes du système des Nations Unies. Nos remerciements vont également à l'endroit de nos nombreux partenaires qui ont soutenu notre travail pendant la réponse multisectorielle à la COVID-19, et sans qui les résultats présentés dans ce rapport n'aurait pas été possibles.

Liens entre investissements, partenaires et objectifs de développement durable

Ce graphique illustre comment les investissements contribuent à financer l'action des différents partenaires et organismes pour faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable au niveau du pays. La largeur des lignes représente le montant relatif aux ressources apportées.



1. L'UNION DES COMORES : CONTEXTE ET CHIFFRES CLÉS



Environnement/ Changement climatique

Les Comores occupent la 51^{ème} place sur 172 parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique. L'archipel fait face à de multiples problèmes liés à la **déforestation** et à la **dégradation accélérée de sa biodiversité**.

ENTRE 1990 ET 2016 :
PERTE DE
90 %
DE LA SUPERFICIE FORESTIÈRE

PASSAGE DE 49 À ENVIRON
10 RIVIÈRES PERMANENTES

ENTRE 2000 ET 2006 :
DISPARITION DE
15 % DES ESPÈCES VÉGÉTALES



Social

44,1 % 2014
DE LA POPULATION COMORIENNE
VIT DANS LA PAUVRETÉ
35,6 % 2014
DANS L'EXTREME PAUVRETÉ

Pauvretés et inégalités qui découlent, en partie, de la situation économique, mais aussi de l'**absence d'un système de protection sociale fiable**.

L'UNION DES COMORES EST PARMI
LES PAYS LES PLUS DENSEMENT
PEUPLES D'AFRIQUE
AVEC PRES DE
407 HABITANTS AU KM²
(SELON LE RECENSEMENT DE 2017)

Cette **forte densité** n'est pas sans conséquence sur la pression anthropique exercée sur les ressources naturelles et l'environnement.

Le pays se caractérise par son **extrême jeunesse**, l'âge moyen est de 24,9 (RGPH 2017) et les jeunes de 0 à 29 ans représentent 65,02% de la population (RGPH 2017), ce qui entraîne une **pression sur le marché du travail** s'ajoutant à la **faiblesse du système éducatif** qui ne répond pas aux besoins et aux aspirations de la jeunesse.



Santé

Les services de santé en Union des Comores sont très faibles. Le COVID-19 a aussi révélé au grand jour les limites du système de santé comorien, notamment la faiblesse des capacités de prise en charge de certaines maladies chroniques comme les diabètes, l'hypertension artérielle ou encore les affections respiratoires.

L'**insécurité alimentaire** est devenue endémique et touche aujourd'hui plus de 35 % de la population comorienne.

LE TAUX DE MALNUTRITION
CHRONIQUE AFFECTE
30 % DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS,
ALORS QUE LE TAUX D'INSUFFISANCE PONDERALE EST DE
15 % POUR CETTE MÊME TRANCHE D'ÂGE

EN 2017, LE PAYS DISPOSAIT DE
2,7 MÉDECINS
POUR 10 000 HABITANTS



©PNUD Comores/Gonzalo Bell

2. RÉSULTATS PROGRAMMATIQUES 2021

INTRODUCTION

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD 2015-2021) est le document de référence qui détermine les domaines et axes stratégiques, appelés *Effets*, de l'Équipe de pays des Nations Unies en appui au gouvernement des Comores. Il répond aux priorités nationales du pays telles que définies dans les documents nationaux de référence tels que la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable révisée (SCA2D) 2018-2021. L'élaboration du PNUAD est également basée sur l'intégration de l'Agenda mondial 2030, les 17 objectifs de développement durable, ainsi que les principes fondamentaux d'égalité de genre, de droits humains, et de sensibilité au conflit, afin de ne laisser personne de côté.

En 2019, le Gouvernement et l'Équipe de pays des Nations Unies ont procédé à la révision et à PNUAD afin d'assurer son alignement aux grandes lignes de développement déclinées SCA2D 2018-2021.

La SCA2D posant les bases des efforts devant conduire l'Union des Comores sur la trajectoire de l'émergence, la cohérence du PNUAD à ce document de référence est d'une importance capitale pour relever les défis du développement des Comores.

2021 est la dernière année de mise en œuvre du PNUAD. Elle a été marquée par deux nouvelles vagues de COVID-19 avec des impacts multisectoriels non négligeables. La mise en œuvre, en 2021, du PNUAD a coïncidé avec la validation officielle, en janvier 2021 des plans de travail conjoints, et la

signature conjointe, en juillet 2021, du nouveau Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026.

Ce rapport annuel documente les réalisations marquantes du PNUAD au titre de l'année 2021 et à travers les 4 effets programmatiques suivants :

EFFET 1: CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

D'ici à 2021, les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents.

EFFET 2: SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

D'ici à 2021, la population, en particulier les groupes vulnérables, bénéficie et utilise des services sociaux de base et de protection de qualité, équitables et durables.

EFFET 3: GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME

D'ici à 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience.

EFFET 4: CHANGEMENT CLIMATIQUE, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES

D'ici à 2021, les populations les plus vulnérables assurent leur résilience aux changements climatiques et aux crises.



©PNUD Comores/Gonzalo Bell

EFFET 1 Mis en oeuvre par : FAO - OIM - OIT - PNUD

2.1 CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

D'ici à 2021, les populations, surtout les plus défavorisées, mettent en œuvre des activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents.

Afin de réduire durablement les inégalités, en particulier au sein des groupes les plus défavorisés, le système des Nations Unies a accompagné la mise en place d'activités économiques durables, novatrices, inclusives, diversifiées, génératrices de revenus et d'emplois décents. Les efforts de l'Équipe de pays ont été centrés sur une conciliation de l'exploitation des ressources naturelles à la réduction des inégalités, ainsi que l'intégration des groupes vulnérables, et du renforcement des capacités.



606 238 USD
dépensés



+ 1500
femmes appuyées

RÉSULTATS CLÉS



+ de 1025
femmes
impliquées dans
les emplois indirects
du secteur
halieutique



31 retournés
comoriens
accompagnés dans
leur réintégration aux
Comores



Impulsion de
l'économie bleue
aux Comores avec le
lancement du projet
« Développement de
l'économie bleue »

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DURABLES

L'archipel des Comores fait face à de multiples problèmes liés à la déforestation et à la dégradation accélérée de sa biodiversité. Entre 1950 et 2016, les Comores ont perdu 90% de leur superficie forestière alors que 15% des espèces végétales disparaissaient en l'espace de 6 ans. La pression anthropique exercée sur les ressources naturelles, couplée aux effets du changement climatique, constitue

également une menace pour le développement des secteurs agro-sylvo-pastoral et halieutique ; les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des communautés les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes en milieu rural, en sont ainsi fortement menacés.

Le SNU a renforcé son soutien au gouvernement dans la mise en place de politiques d'exploitation

durable des ressources naturelles par la mise en place des méthodes de cogestion dans les sites prioritaires où des pêches illégales et non réglementées ou encore la destruction de la zone côtière sont observées. L'approche du SNU a ainsi consisté à la mise en place de moyens et de techniques durables pour renforcer la résilience des communautés de pêcheurs dans le pays, en particulier l'île de Ndzouani qui subit une forte pression démographique. Des interventions ont visé le développement des systèmes de circuits de distribution des produits alimentaires, la mise en place des infrastructures et des équipements de transformation, de stockage et de conditionnement des produits, le soutien à la commercialisation et l'exportation des produits en veillant à leur conformité aux normes et standards internationaux.

Plus de **1025 femmes, notamment de l'île de Ndzouani, impliquées dans les emplois indirects du secteur halieutique** (revente de poissons, transformations des produits de la pêche, etc.) ont été structurées en 5 groupements. L'organisation en groupement ou coopérative a un impact important sur l'amélioration des revenus des exploitants de filières porteuses. À ce titre, la structuration en coopérative et le renforcement des capacités techniques en matière de cueillette et de management ayant permis à 500 cueilleuses de fleurs d'ylang ylang, issues des 3 îles, de plus que tripler leurs revenus au cours d'un cycle de 3 mois (passant de 175 000 KMF à 680 000 KMF). Quant à la construction des marchés de Bangoi et Chindini, ainsi que du centre multifonctionnel de Pomoni, elle a permis d'améliorer les capacités de commercialisation des produits de ces groupements de femmes. L'association comorienne des vendeuses de poissons a bénéficié d'une unité de séchage et de fumage de poisson avec l'appui technique de la direction générale des ressources halieutiques.



Pour des résultats plus durables, elles ont été également sensibilisées la protection de l'environnement et à l'importance de la prise en compte des aspects environnementaux dans leurs activités quotidiennes.

Le partenariat avec l'Union des chambres de commerce et de l'industrie et de l'agriculture a permis la mise en place de 3 incubateurs agricoles au sein des CRDE de Diboini, Pomoni et Mibani. Ce qui a permis de soutenir et d'accompagner 100 jeunes (dont 50 femmes) dans l'entrepreneuriat lié au secteur agricole, et de renforcer les capacités des exploitants agricoles.

En outre, des efforts ont été entrepris pour aboutir à l'arrêt des pratiques et activités destructrices de l'environnement. Ainsi 1520 vitro plants de bananiers ont été distribués au bénéfice de 95 femmes affectées par la réglementation des aires protégées afin de compenser leur manque à gagner dû à la cessation des activités. L'installation d'une chambre froide positive (alimentée par un mix énergétique) au profit de 153 producteurs (54% de femmes) de fruits et légumes a permis de renforcer les capacités de conservation et commercialisation des produits agricoles au niveau du CRDE de Diboini. Par ailleurs, en vue de l'augmentation des revenus des éleveurs et de l'amélioration de la production du

cheptel caprin et bovin, il est mis en place un vaste programme de lutte contre les maladies animales telles que la peste des petits ruminants ou la fièvre aphteuse. Cet appui a couvert l'ensemble de l'archipel des Comores, et cela en étroite collaboration avec la direction nationale des stratégies agricoles et les centres ruraux de développement économique. Du matériel de laboratoire vétérinaire (réaction, ELSA, tubes, etc.) a été également acquis afin de lutter contre les maladies animales, et de promouvoir l'agriculture sensible à la nutrition.

RÉINTÉGRATION DES GROUPES VULNÉRABLES

La révision du PNUAD en 2019 est fondée sur les valeurs énoncées dans la Charte des Nations Unies, particulièrement la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine. Ces valeurs impliquent de fournir une protection et une aide aux migrants susceptibles d'être victimes de violence, d'exploitation et de mauvais traitements.

L'appui du SNU a consisté en une **assistance à la réintégration post-retour des migrants** pour permettre à chaque bénéficiaire du programme de reprendre pieds dans sa communauté d'origine après son retour. Cette assistance permet aussi de limiter la pression socio-économique sur la communauté concernée tout en favorisant une réintégration pérenne et durable, limitant le recours à une migration potentiellement risquée. La prise en charge des victimes de traite vise à permettre à chaque bénéficiaire d'être accompagné dans sa réintégration dans la société à travers la mise en place d'une activité génératrice de revenu (AGR).

Ainsi l'appui du SNU a permis d'accompagner 31 retournés comoriens partis d'Égypte, du Soudan et de la Tunisie. Cette procédure requiert en amont une



collaboration entre le SNU et l'ambassade des Comores dans ces pays. Aux séances d'information suit l'octroi de laissez-passer, et le cas échéant, de billet d'avion ainsi que d'un service de transit et d'accueil à l'aéroport des Comores en collaboration entre le ministère de l'Intérieur. **Afin de rompre le cycle de la pauvreté, 4 micro-projets dans le domaine de la vente d'alimentation, de vêtements traditionnels et de seconde main, ainsi que l'agriculture et de l'élevage ont été créés au bénéfice de ces retournés.**

EMPLOIS DÉCENTS ET RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Avec la pandémie de COVID-19, l'environnement économique et de l'emploi s'est détérioré, creusant davantage les inégalités, surtout pour les travailleurs du secteur informel. Par ailleurs, pour le SNU, la promotion d'un environnement propice au travail décent est la fondation de toutes les initiatives en

faveur de la productivité, de la croissance économique inclusive et de la réduction des inégalités. Le SNU a ainsi renforcé le développement des capacités des organisations d'employeurs et de travailleurs (MODEC et CTC) ainsi que du ministère de l'Emploi par des formations sur les principes fondamentaux du dialogue social et les techniques de négociation collective. Un accent particulier a été également mis sur la promotion et la mise à disposition des normes internationales du travail et des instruments juridiques en matière de travail.

Ainsi, 110 participants ont bénéficié d'un atelier national sur la sécurité et la santé au travail, et la promotion de la Convention n°190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement en milieu du travail au niveau des trois îles. 90 participants ont été également formés sur les principes fondamentaux du dialogue social et la négociation collective. Ces activités ont été réalisées dans le cadre d'un accord

de subvention signé entre le SNU et la Confédération des travailleurs Comoriens (CTC).

Avec une zone économique exclusive estimée à 160 000km², les Comores ont pris le chemin de l'économie bleue afin de tirer parti de son potentiel. À ce titre, la promotion des opportunités de création d'emplois pour les plus vulnérables (jeunes, femmes, personnes handicapées) à travers le développement de l'entrepreneuriat et de secteurs clés de l'économie bleue a été mise en œuvre. En novembre 2021, le pays valide le document Programme Développement de l'économie bleue dans les États insulaires africains (Le Cap-Vert, les Comores, la Guinée-Bissau, Madagascar, Maurice, São Tomé et Príncipe et les Seychelles); ce qui jette les bases du projet « Développement de l'Économie Bleue aux Comores (DEBC) » pour la période de septembre 2021 à mars 2023.



©PNUD Comores/Gonzalo Bell

“
Aujourd'hui ma formation m'a permis de maîtriser les techniques de fumage qui m'étaient jusque-là inconnues. Avec cette activité, j'aimerais un jour pouvoir monter mon entreprise de transformation de poissons. Nadjima



©Nations Unies Comores/Ramatoulaye Moussa Mazou

Du haut de ses 29 ans, Nadjima est le fruit de la dernière tournée de formations professionnelles et entrepreneuriales en fumage de poisson réalisée en 2021 dans le cadre du projet « Emploi et Développement Local intégré aux Comores ». Aujourd'hui, Nadjima fait partie des 40 jeunes et femmes inclus dans la phase pilote du nouveau projet « Développement de l'Économie Bleue aux Comores – DEBC » dont l'un des objectifs est de créer des opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche.




©UNICEF Comores/Julie Pudlowski

EFFET 2 Mis en oeuvre par : UNICEF - UNFPA - OMS - UNESCO - FAO - OIM

2.2 SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT


D'ici à 2021, la population, en particulier les groupes vulnérables, bénéficie et utilise des services sociaux de base et de protection de qualité, équitables et durable.

 **5.8 Million USD**
dépensés

 **105 935 élèves**
ont bénéficié de gels pour la
désinfection des mains pour
lutter contre la COVID-19

RÉSULTATS CLÉS

 **Près de 580**
victimes de violences
et de négligences
prises en charge auprès
des services d'écoute

 **+ de 97% des**
enfants prématurés
ont bénéficié des
soins Mères
Kangourou

 **+ 2305 nouveaux**
usages de toilettes
améliorées

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ PARTOUT ET POUR TOUS

La pandémie de COVID-19 n'a pas été sans conséquence sur le domaine de l'éducation. Face à la deuxième vague de COVID-19, les écoles ont été fermées entre janvier et février 2021.

Le SNU a accompagné le ministère de l'Éducation nationale dans la mise en place du plan national de prévention contre la COVID-19 en milieu scolaire développé par le gouvernement comorien. Des activités contre la propagation de la pandémie en milieu scolaire ont été réalisées afin de permettre aux élèves de reprendre le chemin de l'école en toute sécurité.

À ce titre, **105 935 élèves** dont 50 849 filles, répartis au sein de 345 établissements, ont bénéficié de matériel d'hygiène et de protection tels que des gels pour la désinfection des mains. Aussi, ces écoles primaires publiques ont été équipées, dès la rentrée scolaire 2020-2021, de thermo flashes pour améliorer le suivi de la température des enfants. **600 directeurs d'école** ont été également formés sur la surveillance et la prévention de la maladie de COVID-19 en milieu scolaire. Cette action a ainsi permis de toucher près de 120 000 élèves dans l'ensemble du pays.

Le SNU a également appuyé le ministère de l'Éducation nationale dans le renforcement de ses capacités dans le domaine des technologies de

l'information et de la communication pour l'Éducation en fournissant le logiciel Microsoft 365 et l'application Teams 365. Des formations ont été organisées au profit du personnel administratif du ministère sur l'utilisation efficace de MS Teams en tant que plateforme pour les réunions et pour les examens des étudiants, surtout dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

En 2021, les enfants du préscolaire ont aussi bénéficié d'un paquet d'interventions favorables à leur bon apprentissage. La première intervention a porté sur l'amélioration des conditions d'apprentissage à travers la diversification des outils pédagogiques. Ainsi **toutes les classes préscolaires ont été dotées de tapis de classe** pour favoriser les interactions en groupe, et de **jouets alphabétiques en arabe et en français pour permettre aux enfants de manipuler et de se familiariser avec les lettres en caractère arabe et latin**. Enfin des cartons de feuilles blanches au profit de 7 791 enfants ont été fournis pour encourager le développement de leurs talents artistiques. En collaboration avec ses partenaires, dont le SNU, le ministère de l'Éducation nationale a assuré la distribution des équipements scolaires composés de guides pédagogiques pour les enseignants et des manuels et mobiliers pour les élèves. Tous les élèves des classes de cours élémentaire des écoles primaires ont bénéficié de ces manuels scolaires. Plusieurs supports constitués de manuel de procédure, guide d'élaboration de projet d'école, canevas de reporting, fiche de suivi-évaluation, etc. ont été produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet de 50 écoles. Ces supports, destinés aux enseignants et encadreurs pédagogiques, vont fournir les outils adéquats de gestion et de suivi des projets de leurs écoles respectives. Dans la suite de ce processus de dotation de manuels scolaires à tous les élèves pour améliorer la qualité de l'apprentissage, et pour



compléter la dotation faite au niveau préscolaire et primaire, 63 368 manuels sont destinés à 29 903 élèves, 995 enseignants et 84 encadreurs pour les élèves de cours moyen.

Afin d'améliorer l'environnement d'apprentissage, **30 salles de classes endommagées dans 14 écoles abritant des élèves du préscolaire ont été réhabilitées** y compris les installations de sanitaires et les points d'eau au profit de 1800 enfants. Les 14 écoles ont bénéficié d'installation de jeux extérieurs pour favoriser le développement de la motricité globale et contribuer à leur épanouissement. Il s'agit d'installation de tobogans et de balançoires. Aux dires des enseignants ces jeux contribuent grandement à la ponctualité des enfants à l'école et à leur maintien.

SANTÉ ET LUTTE CONTRE LES MALADIES

Alors que le pays ne disposait que de 2,7 médecins pour 10 000 habitants, la pandémie de COVID-19 a mis à mal les capacités et l'accessibilité du système de santé comorien. Les femmes et les enfants de moins de 5 ans en ont été les premiers affectés. L'approche du SNU et de ses partenaires, a été de maintenir, dans le contexte de la pandémie, l'accès aux soins et services de santé de routine et de qualité.

Afin de pallier le problème de déserte sanitaire, des stratégies avancées en consultation prénatale et planning familial ont été renforcées par le biais de la clinique mobile qui opère à Ndzouani. Cette stratégie

améliore, dans une certaine mesure, le système de référence contre référence dans les districts sanitaires de l'île. Parallèlement, **28 sages-femmes ont été recrutées et mises à la disposition du ministère de la santé** pour l'amélioration de l'offre des soins de santé de la reproduction dans les postes de santé. À cela s'ajoute l'approvisionnement en produits contraceptifs tels que le Mycrogynon, qui a permis d'**enregistrer 3793 nouvelles utilisatrices en planification familiale**. 22 services de maternité des districts sanitaires et centres de référence ont vu leurs capacités en prise en charge obstétricale renforcée grâce à une dotation en kits d'accouchements et équipements de protection individuelle. L'impact de cet accompagnement est d'autant plus important qu'il a permis de **couvrir 54% des naissances attendues en milieu hospitalier pour l'année 2021**.

En matière de santé néonatale et infanto-juvénile, il faut noter que plus de 16% des nourrissons naissent avec un faible poids à la naissance ou prématurément ; ce qui réduit considérablement leur chance de survie. Il a été crucial de renforcer le fonctionnement et les capacités des centres de néonatalogie afin de réduire la mortalité des nourrissons. **Sur les 171 naissances prématurées enregistrées en 2021, plus de 97% ont bénéficié des soins Mères Kangourou**. 17 services de maternité et 3 services de néonatalogie ont été équipés en concentrateurs d'oxygène, de pulse oxymètre de pouls, de monitors, d'accessoires de distribution d'oxygène, d'ambu bags avec différentes tailles pour la réanimation du nouveau-né, ainsi que des dispositifs de chauffage et de consommables. 25000 unités de gel de Chlorhexidine ont été rendues disponibles dans les services de maternités et les services de néonatalogie pour assurer la continuité des soins du cordon ombilical.

Pour renforcer les systèmes de surveillance, de prévention, et de prise en charge du paludisme, de la

tuberculose, des IST/VIH et des maladies non transmissibles, l'appui du SNU a tiré parti de l'utilisation de nouvelles innovations et technologies.

Les équipes au niveau des districts et des régions ont été dotées de téléviseurs à écran intelligent et de téléphones, et formés à l'utilisation de la plateforme ODK (collecte de données sur le terrain) et du système d'information de géolocalisation (SIG). Les équipes ont, ainsi, été dotées en moyens de communication et de collecte des données, qui leur ont permis de mener à bien les activités sur le terrain, de collecter et de remonter les informations à temps et d'élaborer l'annuaire statistique. Cette technologie a permis la réalisation efficace des enquêtes de monitoring indépendants et LQAS post campagne RR qui ont été menées avec l'appui technique du SNU. 34 experts et cadres nationaux issus de différents secteurs (santé, intérieur, agriculture, énergie, plan et transport) ont par la suite, été formés sur ce guide surveillance intégrée de la maladie et la riposte (SIMR-V3).

Par ailleurs, des appuis logistiques ont permis de tenir les supervisions dans les districts en matière de surveillance, comme sur l'île de Mwali où les équipes en place dans les checkpoints ont pu réaliser le le screening des piétons et des passagers, de même que la collecte des données et l'élaboration des rapports de situations ont pu être effectuées lors de la recrudescence des cas de COVID-19 qui a considérablement touchée l'île au premier trimestre de l'année.

Enfin, **le traitement de masse ciblé contre la lèpre a été réalisé dans les îles de Ndzouani et de Mwali** qui sont les plus touchées par cette maladie. Plus de 90 malades ont été détectés et mis sous traitement. Pour mieux outiller le Programme à faire face aux défis de la lèpre, le Plan stratégique national a été



également actualisé pour couvrir la période 2022 - 2026.

NUTRITION

Le SNU a accompagné le ministère de la Santé dans la mise en œuvre des interventions nutritionnelles promotionnelles et préventives à travers les agents de santé communautaire en dépit du contexte de la pandémie de la COVID-19. Ces interventions ont porté sur la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, la supplémentation des enfants et des femmes enceintes, le renforcement et l'adoption des comportements positifs favorables à la nutrition. Elles ont été mises en place au niveau des centres de santé et au niveau communautaire à travers les stratégies de routine et de campagne de masse pour la supplémentation de vitamine A chez les enfants. Une campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole couplée à la supplémentation en vitamine A et au

déparasitage au bénéfice de 438 351 enfants de 6 mois à 14 ans révolus a aussi été organisée du 9 au 15 décembre 2021.

Pour soutenir la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition, en 2021, le SNU a mis à disposition des trois directions régionales de la santé des intrants de nutrition, entre autres, plus de 90 000 sachets d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi (RUTF) et 2400 boîtes de lait thérapeutique F75 et F100. La couverture géographique de l'accès au traitement de la malnutrition aiguë sévère a été renforcée en traitement ambulatoire au sein de 42 structures de santé. En 2021, **1598 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère dont 912 filles ont été admis dans les centres de récupération nutritionnelle pour y être traités avec un taux de guérison de 89%.**

Pour faire face aux effets délétères de la pandémie COVID-19 sur les services de nutrition, un programme pilote sur le dépistage de la malnutrition aiguë par les mères a été lancé depuis juillet 2020 et maintenu en 2021. Identifiées lors des consultations de routine, les mères sont alors formées sur les techniques d'utilisation du périmètre brachial afin de dépister la malnutrition aiguë sévère à domicile ; ce qui a permis la réalisation près de 7000 dépistages à domicile auprès des enfants de 6-59 mois entre janvier et octobre 2021.

Le suivi du dépistage à domicile est réalisé par les points focaux de nutrition des districts sanitaires par voie téléphonique. Les données partagées sont collectées via l'application KOBOTOOLBOX. Les enfants ainsi dépistés par les mères sont orientés vers les centres de santé pour confirmation du diagnostic et pris en charge, le cas échéant.

Le SNU a également soutenu la mise en œuvre des interventions de nutrition maternelle à travers la

fourniture des services de conseils nutritionnels, la promotion de l'allaitement maternel, la supplémentation en micronutriments, et l'administration des vermifuges aux femmes enceintes. Dans le domaine de la nutrition maternelle, le focus porté sur la supplémentation des femmes enceintes en micronutriments a conduit à la mise à disposition de 6700 boîtes d'acide folique et d'albendazole au sein des 17 districts sanitaires du pays. À travers les consultations prénatales, 22 959 femmes enceintes ont ainsi pu recevoir du fer acide folique (69%), alors 39 353 femmes enceintes ont eu accès à des conseils nutritionnels.

HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Dans toutes les régions des trois îles des Comores où le projet du marketing des toilettes a été implanté, les ménages les plus défavorisés ont adopté l'utilisation des toilettes améliorées. Au sein de ces ménages, les conditions d'hygiène ont également été améliorées. Ces ménages ont vu la réduction des nuisances telles que les mauvaises odeurs à l'intérieur des latrines. Le nettoyage des toilettes est maintenant rendu facile et plus sécuritaire grâce à la pose des sanplats, et l'année 2021 a vu l'enregistrement de 2305 nouveaux usagers de toilettes améliorées.

Par ailleurs, 6 formations sanitaires de l'ensemble du pays ont bénéficié de l'amélioration de leurs installations d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Enfin, la gestion des données relatives au SIEC se poursuit au niveau de la DGEME, mais la vulgarisation du nouveau code de l'eau et de l'assainissement est planifiée pour le second semestre de l'année 2022. Cependant, pour aider le pays à évaluer la qualité de la ressource en eau utilisée aux Comores, le SNU a appuyé une évaluation de l'ensemble des points d'eau : puits forage, rivières, sources et bornes fontaines qui sont



exploitées par les ménages. Cette évaluation, est effectuée dans un système géo référencé qui permet d'avoir à tout moment l'état de la ressource et la qualité de l'eau distribuée.

PROTECTION ET INCLUSION SOCIALES

Le projet de prévention de toutes formes de violence basées sur le genre et leurs conséquences en Union des Comores, financé par la France et mis en œuvre par le SNU et la Croix Rouge Française, a permis la compilation des textes qui protègent les enfants et les femmes contre toutes formes de violence.

La Direction nationale de la promotion du genre et les Directions régionales en charge de la protection de l'enfant ont réalisé, avec l'appui du SNU, des activités de sensibilisation et de prévention qui ont ciblé les communautés, les adolescents, les familles avec l'aide des associations qui œuvrent dans la protection de l'enfant. Près de 40 communautés villageoises ont été sensibilisées sur les droits des enfants à travers la réalisation de pièces théâtrales, l'organisation de caravane à travers les villes et villages, la tenue des réunions d'information, des activités culturelles notamment les concerts de musique ainsi que des activités religieuses.

Les activités de sensibilisation des familles ont été réalisées dans près de 70 villes et villages dans le but d'insister sur le rôle de la famille dans le respect des textes notamment l'enregistrement des naissances, la lutte contre les mariages précoces et renforcer les connaissances des familles sur la compréhension des différentes étapes du développement des enfants.

Le SNU a également accompagné l'engagement communautaire dans le combat de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG). Avec une collaboration inter-agences du SNU, des comités de veille et d'alerte de Violence Basée sur le Genre ont été mis en place au niveau des communes par le Commissariat national à la Solidarité, à la Protection sociale et à la Promotion du Genre. Les hommes, les femmes et jeunes, dont des maires, chefs de villages, et représentants des associations des jeunes et femmes constituent aujourd'hui des membres actifs des comités de veille et d'alerte sur les violences basées sur le genre au niveau des communes. Ces comités de veille sont de véritables relais communautaires des services d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violences.

Dans l'objectif d'améliorer l'accès à des services holistiques de qualité dans les services d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violences, trois psychologues ont été recrutées. Au cours de cette année 2021, **ces services d'écoute ont accueilli près de 580 victimes de violences et de négligences dont 70% de filles âgées de 11 à 17 ans** ont eu accès aux prestations des services d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violences, et à des kits de dignité. Près de 57,5% de ces cas, soit 334 victimes, ont subi des violences sexuelles et ont bénéficié d'une assistance médicale, judiciaire et psychosociale.

En 2021, en matière de protection sociale, le support du SNU au gouvernement comorien notamment à la Direction nationale de la solidarité et la protection sociale a porté sur trois volets essentiels à savoir la révision de la politique de protection sociale incluant le Registre social unique - la réponse d'atténuation des effets de la deuxième vague de la COVID-19 dans deux localités rurales cibles de Mohéli - l'accompagnement des groupes locaux des bénéficiaires du projet pilote du cash transfert - et l'initiative d'appui à la réinsertion socioéconomique des victimes de violence. Le SNU a appuyé la révision de la politique nationale de protection sociale pour l'inscrire dans la vision des Comores à l'horizon 2030. L'une des stratégies intégrées dans cette nouvelle politique de protection sociale concerne le renforcement de la coordination du système avec la mise en place du Registre social unique (RSU) pour une meilleure gestion des potentiels bénéficiaires des interventions et programmes dans ce domaine. Cette politique a été validée au cours d'un atelier regroupant près d'une cinquantaine de représentants des principaux acteurs de la protection sociale aux Comores.

Dans la lutte continue contre les effets de la pandémie de la COVID-19 aux conditions de vie des ménages vulnérables, le SNU a appuyé la Direction nationale de la solidarité et la protection sociale dans la mise en place de tranfert monétaire à la suite de la deuxième vague qui conduit à la mise en confinement de toute l'île de Mohéli en février 2021. Au total 114 ménages de deux localités cibles de l'île (Domoni et Hamba) ont bénéficié de ce transfert monétaire d'un montant de 27 500 kmf (environ US\$ 65) chacun, au profit de 565 habitants dont 265 enfants, afin de leur permettre de faire face aux effets négatifs des mesures contre le COVID - 19 sur leurs sources incertaines et irrégulières de revenu. Il convient de préciser que parmi les 114 ménages

bénéficiaires de ce transfert monétaire, 64 sont dirigés par des femmes, et 15 comprennent en leur sein au moins une personne vivant avec handicap. En marge de la remise des fonds, les communautés ont été sensibilisées sur les moyens de protection et de prévention de la COVID-19.

La production et validation des rapports des comptes nationaux de la santé 2011 corrigés, 2015 et 2019 permettent aujourd'hui de disposer d'informations fiables pour mesurer les flux financiers du secteur en vue d'atteindre l'objectif de renforcement du cadre et de l'écosystème du financement des Objectifs de Développement Durable (ODD) notamment l'amélioration de la

couverture sanitaire universelle. Les textes réglementaires et juridiques du système d'information sanitaire sont élaborés et validés dans le but de renforcer la gouvernance, la gestion des données et des innovations. La stratégie nationale de santé numérique révisée et adoptée a permis de prendre en compte les nouveaux développements et assurer un alignement avec la stratégie nationale de développement du numérique. La première stratégie nationale de transfusion sanguine a été adoptée ensemble avec la nouvelle politique pharmaceutique 2022-2030.



L'école primaire que fréquente Faydat, fait partie des 50 écoles qui ont été réhabilitées et soutenues à travers le pays, après le passage du cyclone Kenneth, grâce à l'intervention supportée par « Education Can not Wait ». Ce projet mis en œuvre en étroite coordination avec le Ministère de l'Éducation nationale a permis d'assurer la continuité d'une éducation de qualité à plus de 27 282 élèves du préscolaire et du primaire dans les zones les plus vulnérables touchées par le cyclone et déjà affectées par plusieurs indicateurs de privation.



©UNICEF Comores/Julie Pudlowski

EFFET 3 Mis en oeuvre par : UNFPA - UNICEF - PNUD - OIM - FAO

2.3 GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME

D'ici à 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience.



1.07 Million USD
dépensés



+ 10 nouveaux comités
de veille, d'alerte et de prévention
et de lutte contre les VBG

RÉSULTATS CLÉS



Mise en place d'un
mécanisme de
collecte et de
production de
données sur les VBG



Soutien à
l'élaboration de la
loi du 29 décembre
2020 portant
nouveau Code pénal



Amélioration de la
gouvernance
économique avec la
mise en place de la
plateforme numérique
multi-support (PNMS)

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Les violences basées sur le genre (VBG) est un obstacle à la réalisation des droits humains. La lutte contre les VBG reste ainsi une priorité nationale. L'appui du SNU dans ce volet a eu pour objectif de soutenir la création d'un environnement légal, stratégique et opérationnel favorable à la lutte contre les violences.

Le SNU a ainsi appuyé le renforcement des capacités des structures de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre, notamment dans chacun des 3 centres d'écoute et de prise en charge en mettant à leur disposition du personnel composé de psychologue, d'un volontaire en charge de la promotion et de la protection des droits et de

protection des enfants et femmes victimes de violence, et de sages-femmes. Des matériels informatiques (16 ordinateurs), tables de bureaux, des chaises des kits de prises en charge médicale et de 300 kits de dignité ont été mis à la disposition des centres d'écoute et des comités de veille dans 16 communes. **10 nouveaux comités de veille et d'alerte et de prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre ont été mis en place au niveau communal.**

En matière de protection de l'enfance et de lutte contre les violences faites aux femmes, le SNU a appuyé le mécanisme de collecte et de production des données de VBG désagrégées par sexe et par âge pour la prise de décision, à travers la production des

rapports thématiques des données issues du RGPH, sur la situation de la femme et des enfants, la collecte de données, l'élaboration, la publication, et la vulgarisation des bulletins trimestriels des données des VBGs enregistrées dans les trois (3) centres d'écoute et de prise en charge des VBGs. De même, le SNU a appuyé la collecte, l'analyse des données des services d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violences, et la publication du bulletin trimestriel d'informations sur les violences faites aux enfants pour aider la prise de décision, l'établissement des outils pour la consultation sur la géolocalisation des violences, et ainsi faciliter le repérage des cas de violences et de leurs prises en charge.

Le SNU a appuyé techniquement et financièrement l'élaboration de la loi du 29 décembre 2020 portant nouveau Code pénal promulguée par le Président de l'Union des Comores le 16 février 2021. Cette nouvelle législation renforce le cadre juridique en faveur de la lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes. Le nouveau code pénal criminalise certaines infractions notamment les agressions sexuelles commises sur des mineurs, les enfants et les femmes. **Ce code pénal ainsi que les autres textes portant protection des enfants et des femmes a fait l'objet d'une compilation et d'une dissémination auprès des acteurs et des détenteurs de droit de la protection.**

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET PLANIFICATION

Les interventions du SNU dans le domaine de la planification stratégique ont permis d'accompagner le Gouvernement dans les réformes législatives et réglementaires en produisant et /ou en révisant plusieurs projets de lois, dont une dizaine a été soumise à la session parlementaire d'avril, mai et juin 2021. Il s'agit de la loi portant statut de la magistrature et le Conseil supérieur de la

magistrature - le projet de loi sur l'organisation et fonctionnement du Juge de l'Application des Peines - le projet de loi sur le pôle Judiciaire Économique et Financier - le projet de loi sur le Juge de l'Application des décisions civiles - le projet de loi sur les Tribunaux Cadiaux - le projet de loi sur le Tribunal Administratif - le projet de loi sur la lutte contre le Terrorisme et son financement - le projet de loi sur le Code de l'information - le projet de loi portant sur le Commerce Extérieur - et le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

En matière de collecte et de gestion de données, les efforts déployés par le SNU ont permis le renforcement des capacités de 11 formateurs nationaux en dividende démographique, la finalisation du déploiement de la base de données DAD-Comores et l'intégration définitive du module PIP. De même, les capacités opérationnelles des institutions en charge de la gestion de la DAD ont été renforcées à travers la formation de 4 administrateurs responsables de la gestion quotidienne de la plateforme. Aussi, 70 utilisateurs issus de différents ministères sectoriels et des partenaires publics au développement ont été formés à l'utilisation de la DAD, notamment la saisie, le reporting et le suivi-évaluation.

En matière de production et d'analyse des données pour aider la planification, le SNU a appuyé l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) à l'analyse des données du RGPH, et à la multiplication des rapports thématiques, sur la mortalité, la fécondité, à la situation des femmes, l'état et la structure de la population etc. Les résultats du RGPH sont diffusés dans toutes les structures et institutions nationales.

De même le SNU a appuyé la cartographie informatisée, l'énumération des ménages pour

l'enquête Multiple Indicator Cluster Survey (MICS). Dans le domaine de renforcement des capacités, l'ensemble des cadres de l'INSEED ont été formés, en leadership et pilotage, et de l'enquête MICS avec l'appui techniques de l'équipe MICS de New-York. Un pôle de 25 formateurs composé d'agents et assimilés a été formés sur les questionnaires et les techniques de l'enquête. Pour renforcer le service de planification et de suivi - évaluation du ministère de l'Agriculture, le SNU a appuyé la mise en place d'un système de base de données pour faciliter la gestion des données agricoles. Pour ce faire, plusieurs activités ont été réalisées entre autres, des enquêtes sur les rendements agricoles avec tablettes dans l'ensemble de 19 CRDE, la formations des enquêteurs et des agents de SIG, la situation de référence sur les connaissances et la communication des données inter-sectorielles. De plus le SNU a doté le ministère d'un serveur pour le stockage et l'archivage pour une meilleure gestion des données dans le domaine.

En matière de solutions numériques, la mise en place de la plateforme numérique multi-support (PNMS), au bénéfice de l'Union des Chambres de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (UCCIA) et ses démembrements dans les îles, constitue un succès important. Les réalisations y afférentes portent sur :

- L'informatisation des services des CCIA et de l'UCCIA incluant, l'informatisation des bases de données des entreprises membres des CCIA et de l'UCCIA, l'archivage numérique des documents, l'automatisation des outils de communication et diffusion des données, et des outils d'interaction entre les entreprises et les administrations publiques et privées partenaires ;
- La mise en place d'un portail d'accès internet rendant accessible auprès des entreprises les données issues des partenaires de l'écosystème numérique ;

- Un système de communication complet permettant le partage et la communication de données entre d'une part l'UCCIA et les CCIA et d'autres part les membres de l'écosystème numérique ;

- La mise en place d'un écosystème numérique permettant la circulation des données entre les organismes publics et privés ;

- Le déploiement des infrastructures technologiques. Aussi, 75 personnes dont 35 femmes, ont été formées sur la prise en main des outils numériques et à l'administration de la plateforme numérique ont été réalisées.

PRÉVENTION DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Dans le domaine de la consolidation de la paix, le SNU a appuyé **la formation de 90 nouveaux membres des réseaux des femmes médiatrices et jeunes leaders pour la paix au niveau des trois îles**. De plus ces réseaux ont été dotés des produits de protection contre la COVID-19. Plusieurs séances de sensibilisation sur les thématiques de la paix, la violence sexuelle, et la protection contre la COVID-19, ont été réalisées par les réseaux avec l'appui du SNU.

Dans le domaine de la migration, le SNU appuyé le Gouvernement dans le développement d'outils standardisés et adaptés au contexte national pour l'identification et la prise en charge des cas de traite des personnes, aussi la formation des acteurs nationaux sur ces outils standardisés, la mise en place d'un fonds d'assistance d'urgence destiné aux victimes de la traite des personnes identifiées. Le SNU a aussi appuyé le ministère de l'Intérieur pour l'intégration du gouvernement au processus de collecte et analyse de données pour les indicateurs de gouvernance des migrations (MGI) et l'établissement du rapport national.



©UNICEF Comores/Julie Pudlowski

EFFET 4 Mis en oeuvre par : PNUD - FAO - UN-HABITAT - ITC

2.4 CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES

D'ici à 2021, les institutions étatiques et non étatiques exercent une meilleure gouvernance politique, administrative, et économique, en adéquation avec les pratiques de droits de l'homme et de résilience.



9.7 Million USD
dépensés



+18 600 plants forestiers et fruitiers
aux fins de restauration des zones
dégradées des parcs nationaux

RÉSULTATS CLÉS



+ 14 982 m² d'eau mis
à la disposition de près
de **5000 exploitants**
agricoles



Installation de
4 stations
météorologiques
automatiques



Appui à l'élaboration
du code des énergies
renouvelables pour
une meilleure
gouvernance

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE

Le SNU a accompagné le pays dans le développement d'un système de diffusion et de transmission d'alerte précoce (SAP) pour les aléas suivants: cyclones, inondations, éruptions volcaniques et aléas épidémiologiques. Ce système a permis de définir un schéma du système national d'alerte précoce (inondations, cyclones et éruptions volcaniques) – identifier un mécanisme de transmission et de diffusion du SAP à tous les niveaux (national, insulaire et communautaire) – préciser les besoins en équipements et ressources humaines pour l'opérationnalisation du SAP – définir des outils de

surveillance dynamique et d'identification précoce et de partage de l'information sur les risques.

L'appui technique et financier du SNU a permis la réactualisation du Plan de Contingence National multi-aléas de manière participative et inclusive, aboutissant à un reclassement des aléas, tout en tenant compte des leçons apprises du cyclone Kenneth de 2019 et de la pandémie de COVID-19. De plus, l'installation de 4 stations météorologiques automatiques au bénéfice de la Direction technique de la météo a permis d'augmenter le réseau d'observation météo, passant de 11 à 15 zones couvertes, et de renforcer le système d'alerte

précoce pour les aléas hydrométéorologiques. En outre, l'acquisition de la première station météo mobile contribue à affiner et à vérifier les données climatologiques pour le développement de scénarios climatiques permettant au pays de se doter des modèles de projections climatiques pour mieux comprendre l'évolution du climat dans le bassin sud-ouest de l'océan Indien, et en particulier aux Comores.

Le SNU a également accompagné le pays dans la gestion de la crise de flux migratoires mixtes à Ndzouani, notamment à la prise en charge d'urgence de 54 personnes, dans une situation humanitaire inédite mais qui risque de se reproduire.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

S'agissant de l'appui fourni par le SNU pour promouvoir des approches agricoles résilientes au changement climatique, ont été mises en place des infrastructures de base et de technologie d'adaptation à travers la construction de 221 infrastructures de collecte d'eau de pluie dont 217

micro-bassins de 50m³ et 4 réservoirs de 1030m³. Ces actions ont permis d'accroître les capacités de stockage et de mobilisation d'eau d'irrigation dans

les zones cibles passant de 2233m³ à 14982m³ au profit de 4980 exploitants agricoles. De plus, la mise en place de ces infrastructures a permis de **faire émerger 221 pôles de développement de culture maraîchères et d'élevage, et d'accroître de 5 mois la période de production maraîchère et vivrière** favorisant ainsi l'accroissement des revenus des producteurs. Le SNU a dupliqué les unités pilotes de distillation d'ylang utilisant le pétrole et le solaire comme sources d'énergie en construisant 2 nouvelles unités dans l'île de Mwali au bénéfice de 2 groupements de femmes à Itsamia et Hagnamoida, faisant passer le nombre total de bénéficiaires de 35

à 65 femmes. L'appui porté par le SNU en matière de renforcement des capacités agricoles a permis la production et la diffusion du matériel végétal vivrier résilient (25 000 plants vivriers, agrumes, rentes et forestiers) au profit de 1700 paysans. Les activités réalisées sous serre ont permis de réduire les charges liées aux traitements des cultures, d'augmenter la production de tomate en période normale avec des rendements moyens passant de 90 kg par are en plein champ à 200 kg sous serre, et d'étaler la production maraîchère toute l'année avec la possibilité de faire au moins trois récoltes par an, soit 600 kg par are et par an.

Le développement des initiatives de diversification de produits agricoles résilients, du gingembre en particulier, au bénéfice de 200 exploitants dont 58% des hommes et 42% des femmes pour une production prévue de 250 à 300 tonnes de rhizomes de gingembre figure parmi les appuis déployés par le SNU au titre de l'année 2021. Sy ajoute l'accompagnement et l'encadrement des 50 jeunes du réseau de fermes durable de Hamalengo-Diboini.

L'amélioration génétique du cheptel bovin par (par insémination artificielle et croisement naturel avec les géniteurs introduites) a permis de réaliser 548 saillies au niveau des CRDE et 50 inséminations artificielles. Ce qui a permis aux 171 éleveurs bénéficiaires d'augmenter la capacité de production du lait de 0,5 -1,5L à 15 - 25L de lait par jour.

Dans le but de poursuivre l'appui à l'opérationnalisation des structures étatiques, le SNU, à travers le projet Kenneth, a réalisé les actions suivantes dans 4 CRDE (Dimadjou, Séréhini, Mlédjelé ET Pomoni) : Distribution des semences/ matériels végétal - Installation des panneaux solaires - Implantation du fourrage - Construction des chèvreseries et poulaillers - Introduction de races améliorées - Distribution des

aliments - Formation des bénéficiaires sur les techniques nouvelles de gestion des maladies, et de production animale.

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Dans le cadre de la gestion durable de la biodiversité marine et terrestre des aires protégées, l'appui du SNU portant sur la couverture forestière a permis la mise en place de 3 germoirs et 3 pépinières au sein des parcs nationaux. **18 600 plants forestiers et fruitiers sont programmés à être restaurés dans les zones dégradées** des parcs nationaux en novembre 2021. De plus, 4830 plants forestiers ont été plantés le long de la route reliant Dindri et Lingoni au parc national mont Ntringui servant de restauration du couvert forestier détruit lors de la construction de la route. En ce qui concerne la protection des cibles de conservation des parcs nationaux, l'appui portant gestion des Roussettes de Livingstone et des récifs coralliens a permis de conserver cette espèce qui est passée de 950 à 994 individus de 2019 à 2021. En outre la protection temporaire de 179 Ha de récifs coralliens a été effectuée en collaboration avec l'ONG DAHARI et Blue Ventures.

Enfin, 60 journalistes (20 à Anjouan, 20 à Mohéli et 20 en Grande Comore) ont été formés sur « **Comment communiquer dans le domaine de l'Environnement** » dans le cadre de la communication environnementale, notamment relative aux trois conventions de RIO. Les formations impliquaient des jeunes et des femmes. Ces femmes pourront participer à l'information et à la sensibilisation sur la mise en œuvre des conventions RIO. Ces formations permettront également aux femmes de mieux appréhender les enjeux de protection de l'environnement et des ressources naturelles et d'améliorer la gestion de ces ressources.

Pour la COP26, l'appui apporté par le SNU a permis de mobiliser les ressources techniques et financières requises pour la finalisation de la Contribution Déterminée au Niveau National. L'appui technique apporté à la Direction générale de l'environnement a permis l'installation de panneaux photovoltaïques qui lui permet d'assurer pleinement son rôle et ses responsabilités pour la protection de l'environnement.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans le cadre de ses appuis en matière d'accès aux énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, le SNU a soutenu le processus d'élaboration du Code des énergies renouvelables. Ainsi, le projet de Code des énergies renouvelables a été élaboré et soumis à validation par un comité de lecture regroupant les parties prenantes du secteur. Ce processus, d'importance capitale pour le secteur de l'énergie, permettra de réglementer la production d'électricité à partir des sources d'énergies renouvelables. Il a, par ailleurs, permis de faciliter la concertation des différents acteurs du secteur et d'améliorer la coordination des objectifs des différents projets intervenant dans le secteur de l'énergie.

Dans le cadre de renforcement des capacités techniques, avec l'appui du SNU, le Bureau Géologique des Comores (BGC) a renforcé son plateau technique par l'acquisition d'un appareil d'analyse géophysique (MTU5), l'achat des équipements pour la mise en place d'un data center, la construction d'un laboratoire de géoscience (en cours de finition), et l'élaboration et la mise en ligne d'un site web. ([Accueil \(bgc.km\)](#))



©OMS Comores/Ben Charafaine

3. RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les agences des Nations Unies en Union des Comores ont maintenu leur appui en 2021 pour répondre à la pandémie de COVID-19 en soutien au plan national de riposte. Sous le leadership du Coordonnateur résident, les interventions du SNU au niveau sanitaire, humanitaire socio-économique ont permis de fournir une réponse coordonnée et efficace en appui au gouvernement.

Le soutien du SNU en matière de Communication des risques et engagement communautaire (CREC) a permis de mettre en place des stratégies réactives, transparentes et des messages cohérents en langues locales via des canaux de communication fiables, des réseaux communautaires et des influenceurs clés. À titre d'exemple, des initiatives coordonnées au sein du Groupe de communication des Nations Unies a permis de tenir une campagne de formation impliquant 177 agents dont 60 volontaires, et 117 agents de santé communautaire déployés sur dans 90 localités de la Grande Comore pour sensibiliser les communautés sur les gestes barrières et la lutte contre la pandémie.

Le SNU a soutenu le fonctionnement de la ligne verte 1717 au niveau national permettant ainsi aux communautés de poser leurs préoccupations liées à la COVID-19 pour une orientation et une prise en charge. Ainsi, au cours de l'année 2021 plus de 105 000 appels ont été reçus et traités. Le SNU a également soutenu la génération des évidences par la conduite d'une enquête sociale et la mise en place d'un mécanisme de veille médiatique et de réponse aux rumeurs. Ce qui a permis d'élaborer des

messages probants pour l'amélioration des connaissances des communautés sur la réponse à la COVID-19.

L'année a été marquée par le déploiement de la facilité COVAX en 2021, à travers laquelle le SNU, notamment l'OMS et l'UNICEF, a fourni un soutien non négligeable dans le déploiement de la vaccination contre la COVID-19. Ainsi, le SNU a appuyé techniquement, l'élaboration du Plan national de déploiement et de vaccination contre la COVID-19, et a fourni la principale expertise technique pour la mise en œuvre de la vaccination y compris pour l'ajustement périodique des stratégies en fonction des évidences issues de la mise en œuvre. Ainsi, au dernier trimestre 2021, le SNU a coordonné l'élaboration d'un plan de riposte à la résurgence des cas de COVID-19 et appuyé dans ce cadre le passage vers une stratégie de vaccination privilégiant davantage le lien avec les communautés.

En matière de mobilisation des ressources, l'appui technique du SNU a été déterminant dans l'élaboration d'une proposition acceptée par la Banque Mondiale pour un financement de plus de 21.000.000 de dollars américains en faveur de la vaccination et du renforcement du système de Santé ainsi que dans les processus de mobilisation de ressources auprès du mécanisme COVAX.



©PNUD Comores



4. UNIS DANS L'ACTION : MISE EN OEUVRE, SUCCÈS ET LEÇONS APPRISSES

COORDINATION DES GROUPES DE RESULTATS, SECTORIELS ET THÉMATIQUES

Au cours de l'année 2021, l'Équipe de pays des Nations Unies, sous le leadership du Coordonnateur Résident, a assuré la supervision globale de la mise en œuvre du PNUAD et fourni les orientations stratégiques nécessaires à une programmation conjointe entre les agences des Nations Unies au niveau pays, la réduction des coûts de transaction, la redevabilité et la cohérence dans l'action. Les 4 groupes de résultats présidés par les Chefs d'agence ont joué, chacun, un rôle majeur non seulement dans les processus de programmation, mais également dans les revues semestrielles et annuelles permettant de suivre la mise en œuvre des activités.

Bien que des efforts sont à déployer pour redynamiser davantage le fonctionnement de ces groupes de résultats, force est de noter que ceux-ci ont activement participé, au même titre que les comités et groupes thématiques coordonnés par l'Équipe de gestion programme (Programme management team), au processus de finalisation du Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026. Ces groupes de résultats ont activement participé à la revue nationale du Plan Comores Émergent organisée à la fin de l'année 2021 ; ce qui a permis de renforcer davantage la collaboration avec les partenaires nationaux.

Cependant, la coordination des partenaires, et des

mécanismes consensuels de partage d'informations et d'évaluation commune au niveau sectoriel et intersectoriel gagnerai à être renforcée pour une atteinte efficace et efficiente des résultats, mais aussi pour la viabilité des interventions des partenaires. La pandémie de la COVID-19 venant exacerber la non-participation effective à ces rencontres.

Par ailleurs, la Task-force inter-agences de gestion des risques et catastrophes a constitué une plateforme active de coordination de la réponse à la pandémie de COVID-19. Pour une meilleure effectivité, ses membres ont été élargis à d'autres partenaires externes clés de la riposte tels que le Croissant rouge comorien. Ce qui a permis à l'Équipe de pays des Nations Unies de fournir une meilleure assistance aux acteurs impliqués dans la réponse nationale. L'usage d'outils de téléconférence tels que Zoom, Team et bien d'autres, ont permis de remédier aux difficultés engendrées par la pandémie de la COVID19 qui rendaient impossibles les réunions en présentielle ainsi que les déplacements.

Les Groupes de travail conjoints, notamment l'UNCG, la task-force inter-agence sur les urgences, le comité suivi-évaluation, le groupe thématique genre et droits humains, ont également contribué au cours de l'année 2021 à l'action de l'Équipe de pays des Nations Unies à travers la mise en œuvre du PNUAD.

LEÇONS APPRISSES

Une des leçons apprises de la pandémie est le besoin de repenser les approches de travail avec une nécessité d'adaptation au travail à distance. Aussi, il est important de renforcer les mécanismes de travail en situation d'urgence au sein des agences du SNU de manière à limiter les effets que pourrait engendrer la réponse humanitaire sur la poursuite des programmes de développement arrêtés.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer les efforts de mobilisation conjointe des ressources pour mieux développer l'intégration de la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération ;
- Renforcer les mécanismes de redevabilité réciproque entre le SNU et les partenaires d'exécution à travers la mise en œuvre, entre autres, du plan de suivi – évaluation du nouveau cadre de coopération ;
- Poursuivre le renforcement des capacités de gestion financière des partenaires de mise en œuvre (procédures HACT) surtout avec la mise en œuvre des recommandations issues de la micro-évaluation 2020 ;



©PNUD Comores/Gonzalo Bell

- Renforcer les capacités sur l'utilisation de la plateforme l'UN INFO ;
- Prévoir dans tous les PTA conjoints, notamment ceux de l'année 2022 un budget destiné au financement des activités du suivi- évaluation des programmes, d'une part, et du nouveau Cadre de coopération d'autre part ;
- Élaborer une base de données interne de suivi de la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération qui sera réactualisée trimestriellement ;
- Mettre en place des mécanismes financiers capables de rendre opérationnels et dynamiques les groupes et comités de travail conjoints pour la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération ;
- Renforcer le partenariat entre les agences du SNU et d'autres intervenants dans les mêmes secteurs de développement.



©PNUD Comores/Gonzalo Bell



5. RESSOURCES FINANCIÈRES

CADRE BUDGÉTAIRE COMMUN

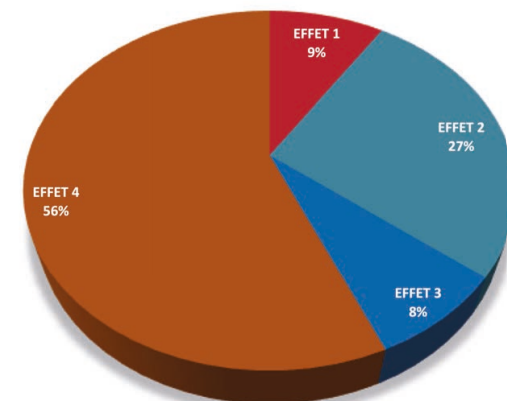
La mise en œuvre du PNUAD au titre de l'année 2021 est basée sur le plan de travail conjoint signé par l'équipe de pays des Nations Unies en Union des Comores et le Gouvernement des Comores. Ce plan de travail a fait l'objet d'une allocation budgétaire totale de 22 274 155 USD dont 17 239 194 USD ont été dépensés, ce qui porte le taux d'exécution financière à 77,4%.

RÉPARTITION DES RESSOURCES FINANCIÈRES PLANIFIÉES, ALLOUÉES ET DÉPENSÉES (USD)

	BUDGET PRÉVU	RESSOURCES ALLOUÉES	RESSOURCES DÉPENSÉES
EFFET 1. CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES	2 253 435	2 035 065	606 238
EFFET 2. SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	4 946 177	5 917 577	5 824 966
EFFET 3. GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME	1 622 695	1 749 232	1 072 005
EFFET 4. CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RÉSILIENCES, RISQUES ET CATASTROPHES	9 438 526	12 572 381	9 735 985
TOTAL	18 260 833	22 274 155	17 239 194

RÉPARTITION DES L'ALLOCATION BUDGÉTAIRE PAR EFFET

■ EFFET 1 ■ EFFET 2 ■ EFFET 3 ■ EFFET 4





©UNICEF Comores/Julie Pudlowski

6. PRIORITÉS POUR 2022

À partir de 2022, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026, signé par le Gouvernement des Comores et le SNU en juillet 2021, deviendra le principal instrument et le programme unique de tous les organismes onusiens aux Comores. Il remplace désormais le PNUAD, tout en étant aligné au Plan Comores Émergent à l'horizon 2030, et au Plan de Développement Intérimaire 2020-2024, afin de répondre aux priorités du pays.

Ce cadre de coopération prend sa source dans la réforme des Nations Unies qui a eu lieu en 2018, et qui repositionne le système de développement des Nations Unies au service du programme de Développement Durable 2030, en passant d'un cadre d'assistance à celui de coopération. L'objectif étant d'assurer un soutien plus cohérent, responsable et efficace à l'atteinte des objectifs de développement durable dans le monde à l'horizon 2030.

Parallèlement, l'exercice de revue annuelle des groupes de résultats des 4 effets a permis d'identifier les priorités programmatiques et stratégiques à maintenir en 2022 afin de renforcer les acquis de la mise en œuvre de PNUAD qui s'achève.

EFFET 1 : CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOIS DÉCENTS, RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Une attention particulière sera portée sur le nouveau projet « **Développement de l'Économie Bleue aux Comores (DEBC)** » qui permettra au pays de résolument tirer avantage de son potentiel économique, tout en impulsant une croissance qui profite à tous. À ce titre, la réalisation de l'étude



portant sur l'Analyse Situationnelle Rapide des liens entre le climat, l'environnement et l'emploi décent permettra de soutenir les efforts de transition juste vers une Économie bleue aux Comores.

EFFET 2 : SANTÉ, ÉDUCATION, EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Les priorités suivantes ont été identifiées comme étant prioritaires pour 2022 : Renforcer le plaidoyer auprès du ministère de la Santé pour le renforcement des services et des activités planifiées par les programmes - Mettre en œuvre des activités au bénéfice des populations avec l'appui des ONGs afin d'en faciliter la réalisation des activités - Élaborer un bulletin semestriel SRMNIAN - Mobilisation des futurs fonds du Partenariat mondial pour l'Éducation qui est le plus grand fonds au monde dédié exclusivement à transformer l'éducation dans les pays à faible revenu - Soutenir l'élaboration du nouveau plan sectoriel de l'éducation - Accélérer le rattrapage des enfants non-vaccinés à cause de la COVID-19 et soutenir l'élaboration du nouveau cadre stratégique de la vaccination - Renforcer le plaidoyer auprès du ministère de la santé pour le renforcement des services et des activités planifiées pour les

programmes.

EFFET 3 : GOUVERNANCE ET DROITS DE L'HOMME

Maintenir les efforts de lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes en incluant davantage de partenaire tels que l'Agence coréenne de coopération internationale KOICA - Réaliser l'enquête MICS06 - Renforcer les capacités, politiques et stratégies nationales en faveur de la capture du dividende démographique et la diffusion du recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) - Soutenir le renforcement des capacités techniques des institutions de planifications nationales et locales en termes de Planification, programmation, budgétisation, coordination et suivi-évaluation - Développer, en collaboration avec les autorités, un programme de renforcement de la cohésion sociale pour la période 2022 - 2026 - Tenir les premiers états généraux de la statistique et lancer le projet « Accélérer les ODD grâce à un système statistique numérisé, innovant et accessibles aux Comores » sur financement du SDG Fund pour la période 2022 - 2023 - Opérationnaliser la base de données Comores Info dans le cadre du projet financé par le SDG Fund.



EFFET 4 : CHANGEMENTS CLIMATIQUES, RÉSILIENCE, RISQUES ET CATASTROPHES

Des changements importants seront opérés avec la mise en œuvre de 3 projets suivants : Conservation de la biodiversité par la gestion efficace du réseau national d'aires protégées des Comores - Gestion des produits chimiques - Programme des mini-réseaux africains.

Au total, plus de 20 organismes onusiens conjugueront leurs efforts pour la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération avec les Comores ainsi que ces priorités stratégiques pour l'année 2022. Des quatorze organismes actuels que sont la FAO, le FIDA, l'ITC, l'OIM, l'OIT, l'OMS, l'ONU-HABITAT, l'ONUDI, l'ONUSIDA, le PAM, le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO et l'UNFPA, se joindront la CEA, La CNUCED, l'ONUDC, l'UNCDF, l'UNDESA, et l'UNDRR. Cet élargissement de la taille de l'Équipe de Pays s'accompagnera d'un accroissement substantiel de la contribution financière, sur ressources propres des agences des Nations Unies, ainsi que sur les efforts de mobilisation de ressources et de partenariat à renforcer.



SIGLES ET ACRONYMES

ASC	Agents de Santé Communautaires
BGC	Bureau Géologique des Comores
CC	Changement climatique
CCA	Analyse Commune de Pays
CCIA	Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture
CE	Conseils d'Ecole
CGP	Commissariat Général au Plan
CNDHL	Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés
COVID-19	Coronavirus Disease 2019
CPD	Document de Programme Pays
CRDE	Centre Rural de Développement Economique
CSD	Centre Sanitaire de District
CTC	Confédération des Travailleurs Comoriens
DAD-Comores	Plateforme de gestion de l'aide au développement
DFA	Evaluation du financement du développement
DGEF	Direction Générale de l'Environnement et des Forêts
DRSC	Directions Régionales de la Sécurité Civile
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPU	Examen Périodique Universel
FSPI	Fonds de solidarité pour les projets innovants
GEV	Gestion Efficace des Vaccins
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GRC	Gestion de Risques de Catastrophes
HACT	Approche Harmonisée de Transfert de Fonds
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IEC/CCC	Information, Education, Communication/Communication pour le Changement de Comportement
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale
INFF	Cadre National de Financement Intégré
INSEED	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
IST/VIH	Infections Sexuellement Transmissibles/VIRUS DE L'IMMUNODÉFICIENCE HUMAINE
JICA	Agence de la Coopération Internationale Japonaise
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MNT	Maladies Non Transmissibles
MODEC	Mouvement des Entreprises Comoriennes

ODD	Objectifs de Développement Durables
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PCI	Prévention et contrôle de l'infection
PEC	Prise en charge
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIP	Programme d'investissement public
PNMS	Plateforme numérique multi-support
PNUAD/UNDAF	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PS-PAI	Plan Spécifique de Prévention et d'Atténuation des Impacts
PTA	Plan de Travail Annuel
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SCA2D	Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable
SIG	Système d'Information Géographique
SNU	Système des Nations Unies
SONELEC	Société Nationale d'Electricité des Comores
UCCIA	Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture
UDC	Université des Comores
VBG	Violences Basées sur le Genre
VNR	Rapport National Volontaire
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène



NATIONS UNIES
COMORES



Contacts

Maison des Nations Unies

Hamramba Moroni

Union des Comores

BP : 648, Moroni - Comores

Tél : +269 763 1089

www.comoros.un.org

Email : ramatoulaye.moussamazou@un.org

Twitter : @One_UN_Comoros

Facebook : @One.UN.Comoros